



CONGO, RÉP. DÉM.

- La croissance, de 8.1 % en 2013, devrait se consolider en 2014, tirée par les investissements dans le secteur minier, une meilleure productivité agricole et la reconstruction des infrastructures.
- La rationalisation des choix budgétaires et la souplesse de la politique monétaire devraient déboucher sur une consolidation des fondamentaux de l'économie.
- Malgré ses richesses naturelles, la RDC reste l'un des pays les plus pauvres de la planète, et participe faiblement aux chaînes de valeur mondiales. Face à un contexte social fragile, l'économie congolaise devrait se mettre au service du développement humain.

Vue d'ensemble

L'économie est restée vigoureuse en 2013 avec une croissance de 8.1 % (contre 7.2 % en 2012), grâce aux industries extractives, mais aussi au commerce, à la construction et l'agriculture. La croissance a bénéficié de l'amélioration de certains éléments du climat des affaires, de la reconstruction des infrastructures et d'une demande soutenue. L'exploitation minière a constitué le principal levier de croissance. Plusieurs sociétés minières sont passées de la phase d'exploration à celle de l'exploitation depuis 2013.

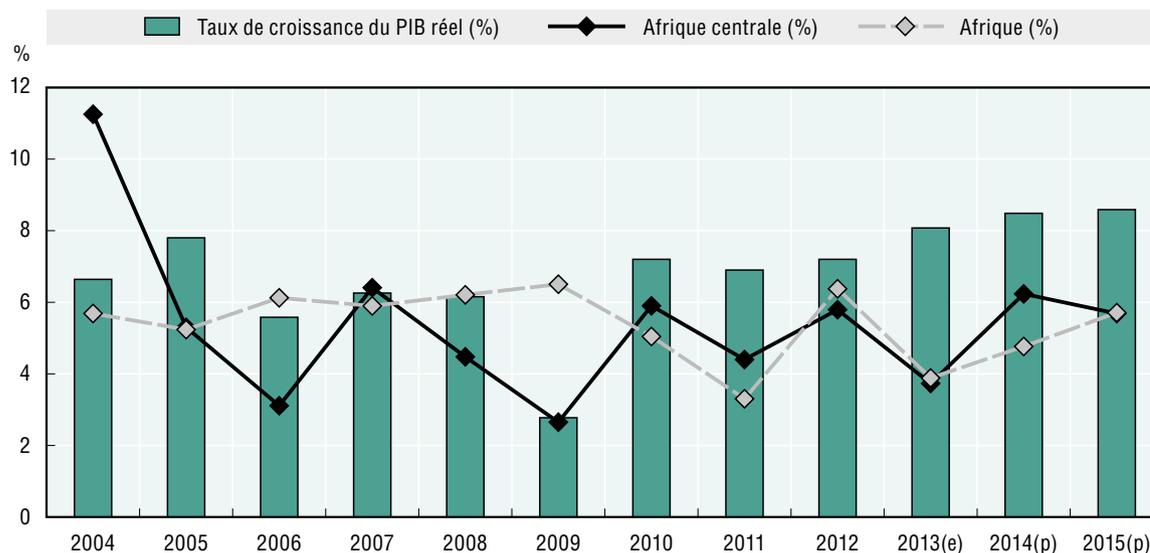
La rationalisation des politiques macroéconomiques et la stabilité des cours des produits de base a permis de contenir l'inflation, qui s'est située à 1.1 %, contre 2.7 % en 2012 et une cible de 4 % en 2013. Le taux de change s'est faiblement déprécié (0.3 %). La bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire et le rebond des recettes d'exportation ont par ailleurs accru les réserves de change de la Banque centrale du Congo (BCC). Ces dernières sont passées de 1 213.7 à 1 766.45 millions CDF (francs congolais) de 2012 à 2013, couvrant 9.4 semaines d'importation.

Les indicateurs macroéconomiques sont verts, mais la situation sociale demeure préoccupante. Le marché du travail reste très exigu et les salaires réels n'augmentent pas. La malnutrition, qui sévit fortement, est l'une des principales causes de mortalité. Beaucoup d'enfants restent en dehors d'un système éducatif dont la qualité pose par ailleurs problème. Le défi majeur du pays consiste à mettre l'économie au service du développement humain.

Au plan sécuritaire, la situation s'est un peu améliorée mais certains groupes armés restent actifs à l'Est du pays. Après de violents combats durant les dix premiers mois de l'année, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) sont parvenues, en novembre 2013, à mettre un terme à la rébellion formée par le Mouvement du 23 mars (M23). Les zones autrefois contrôlées par ce groupe armé restent à sécuriser, et les infrastructures à reconstruire.

La croissance devrait se maintenir à 8.5 % et 8.6 % en 2014 et 2015. Elle sera tirée par le secteur minier (cuivre, cobalt et or), la reconstruction des routes et des infrastructures énergétiques ainsi que les retombées de la campagne agricole lancée en 2012. Sous la pression de la demande globale, l'inflation devrait augmenter, tout en restant inférieure à la cible de 4 %. Ces perspectives dépendent de l'éventuelle résurgence des conflits à l'Est du pays, avec leur incidence possible sur la viabilité des finances publiques et le climat des affaires. Le repli de la croissance dans les pays émergents pourrait se solder par une baisse des investissements directs étrangers et de la demande en minerais.

Figure 1. Taux de croissance du PIB réel



Source : BAfD, Département Statistique PEA. Estimations (e) ; prévisions (p).

Tableau 1. Indicateurs macroéconomiques

	2012	2013(e)	2014(p)	2015(p)
Croissance du PIB	7.2	8.1	8.5	8.6
Taux de croissance du PIB réel par habitant	4.6	5.6	6.0	6.1
Inflation	2.7	1.1	3.2	3.8
Solde budgétaire (% PIB)	-1.7	-3.7	-5.9	-7.2
Compte courant (% PIB)	-6.2	-9.1	-10.1	-10.4

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Développements récents et perspectives

Le PIB s'est accru de 8.1 % en 2013, malgré un contexte politique et sécuritaire préoccupant. Cette croissance a été tirée par les industries extractives (à hauteur de 2.26 points de pourcentage contre 1.8 en 2012), le commerce de gros et de détail (1.8 contre 1.6 en 2012), la construction (1.53 contre 1.4 en 2012) et l'agriculture (1.2 contre 1 en 2012). Les autres secteurs ont faiblement participé à la croissance : services marchands (0.5 point), transports et télécoms (0.41), industries manufacturières (0.2) et énergie (0.09).

La performance du secteur minier a été soutenue par les investissements et la demande. La stabilité macroéconomique et la reconstruction des routes ont permis au commerce de garder sa vigueur. La construction reste l'un des piliers de la croissance, notamment grâce à son effet d'entraînement sur les autres secteurs. L'agriculture a tiré parti des effets bénéfiques de la reconstruction de certaines routes et des actions menées par le gouvernement dans le cadre de sa campagne agricole.

Malgré une évolution contrastée des cours de plusieurs produits alimentaires en 2013, la production agricole (36.1 % du PIB) a affiché une croissance de 4.1 %, grâce au café et au bois grume. Le commerce de ces deux produits a été stimulé par la remise en état de certaines routes de desserte agricole. Le désenclavement de certaines zones de production et les appuis accordés par l'État aux petits exploitants (fertilisants et équipements) dans le cadre de la campagne agricole ont également permis d'accroître la production vivrière.



La contribution du secteur minier à la croissance s'est consolidée de 2012 à 2013, passant de 25 % à 27.4 % de la hausse du PIB. La production de cuivre en 2013 s'est chiffrée à 658 996 tonnes, en hausse de 52.1 % par rapport à 2012 (433 147 tonnes). La production aurifère a progressé de 30.1 %, grâce aux nouveaux investissements réalisés dans les provinces de l'Est du pays, à la faveur des efforts de normalisation de la situation sécuritaire. En revanche, les productions de cobalt et de zinc accusent une baisse respective de -17.4 % et -4.2 %. Ce repli résulte de la baisse de la demande mondiale en cobalt et du faible approvisionnement en oxyde de zinc. La production de diamant est elle aussi en recul (-20.7 %), en raison des difficultés de trésorerie traversées par la Minière de Bakwanga (Miba). Les périmètres exploitables ont par ailleurs été réduits, dans le nouveau régime des titres miniers délivrés aux producteurs artisanaux de diamant.

Malgré l'implantation en RDC de la firme britannique Soco International, qui explore les gisements de pétrole situés dans le parc national des Virunga, à proximité de Goma dans le Nord-Kivu, la production de pétrole brut a stagné entre 2012 et 2013. Elle est passée de 6.37 à 6.34 millions de barils (-0.5 %), à cause des travaux de reconditionnement des puits de la firme Perenco à Muanda (province du Bas-Congo) et de la poursuite des explorations de Soco International.

Le secteur manufacturier a faiblement contribué à la croissance. D'un côté, l'offre de ciment, de farine de froment et d'huiles a augmenté. De l'autre, la production de boissons alcoolisées et non alcoolisées a baissé. Le secteur reste pénalisé par une faible desserte en énergie, l'obsolescence de son outil de production et la forte concurrence étrangère.

Avec une contribution presque nulle à la croissance, l'énergie reste l'un des secteurs les moins performants de l'économie. La Société nationale d'électricité (Snel) et la Régie de distribution des eaux (Régideso) éprouvent depuis plusieurs années des difficultés techniques et financières. Ces deux entreprises souffrent aussi du non paiement des arriérés des factures de l'État. Le secteur de la construction est resté performant en 2013, avec 1.58 point de contribution à la croissance (contre 1.38 point en 2012). Il est soutenu par les travaux de reconstruction des infrastructures publiques et les projets immobiliers des investisseurs privés.

Globalement, le secteur tertiaire est resté dynamique en 2013. À la faveur du renforcement de la stabilité macroéconomique et de la réfection des infrastructures routières, le commerce de gros et de détail a vu sa contribution à la croissance augmenter, passant de 1.64 à 1.8 point. La branche transports et télécommunications, en revanche, a fléchi (passant de 0.48 à 0.41 point de contribution à la croissance entre 2012 et 2013). Elle reste cependant dynamique, grâce à la création par l'État de l'entreprise Transco, aux travaux de dragage du fleuve Congo et à l'entrée sur le marché, à la fin 2012, de deux nouveaux opérateurs de téléphonie cellulaire : Orange RDC, filiale du groupe français Orange, et Africell RDC, filiale du groupe libanais Lintel Holding. Le développement des activités financières, marqué par une hausse de 30 % du bilan total des banques commerciales, s'est soldé par une plus forte part des services marchands dans la croissance (0.5 point contre 0.39 point en 2012). Les efforts entrepris pour améliorer l'administration publique se traduisent par un signal positif : la part des services non marchands dans la croissance, négative en 2012 (-0.02 point), est en effet devenue positive en 2013 (0.04 point).

La consommation privée, principal support de l'agriculture vivrière et du commerce de gros et de détail, a contribué pour 7.1 points à la croissance, en raison de la stabilité des prix intérieurs et du taux de change. La consommation publique a contribué à concurrence de 1.1 point à la croissance. Le dynamisme des industries extractives et de la construction est soutenu par des investissements, dont la part dans la croissance est estimée à 2.4 points. L'accroissement en volume des exportations a contribué à 1.7 point de la croissance. Les importations ont pour leur part entamé la croissance de 4.3 points.

En 2014 et 2015, la croissance attendue s'élève à 8.5 % et 8.6 %, grâce au dynamisme des industries extractives et à la politique de reconstruction et de modernisation des infrastructures. Les productions de cuivre, de cobalt et d'or devraient augmenter, avec des entreprises qui sont



passées à la phase d'exploitation en 2013. La fin du reconditionnement des puits de la Perenco prévue en 2014 devrait profiter à la production du pétrole brut. La vigueur des industries extractives devrait avoir des effets d'entraînement sur les autres segments de l'économie.

Tableau 2. PIB par secteur (en pourcentage du PIB)

	2008	2013
Agriculture, chasse, foresterie et pêche	24.2	20.6
dont pêche		
Mines	6.4	4.6
dont pétrole		
Manufactures	23.4	27.4
Electricité, gaz et eau	1.4	1.4
Construction	4.3	4.6
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	11.3	14.0
dont hôtels et restaurants		
Transports, entreposage et communications	13.7	14.4
Finance, immobilier et services aux entreprises	7.2	6.6
Services des administrations publiques	7.9	4.1
Autres services	0.3	2.3
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales.

Politique macroéconomique

La meilleure stabilité macroéconomique a permis d'aligner la politique budgétaire sur un objectif de déficit public de 1 % du PIB et la politique monétaire sur une cible d'inflation de 4 %. Pour ce faire, le gouvernement s'est efforcé de créer un espace fiscal additionnel afin de renforcer les amortisseurs budgétaires. La BCC a mené une politique monétaire assouplie, en vue de soutenir la croissance.

Politique budgétaire

La politique budgétaire vise à maîtriser les dépenses publiques tout en veillant à l'efficacité de l'action publique, compte tenu des impératifs de reconstruction du pays. Des mesures ont été prises pour accroître les recettes intérieures grâce à un élargissement de l'assiette fiscale, particulièrement dans le secteur des ressources naturelles et minérales. Le gouvernement a par ailleurs supprimé les niches fiscales, les exonérations et les traitements préférentiels ainsi que les subventions sur les produits pétroliers.

Pour assurer la viabilité des finances publiques, le gouvernement avait prévu une hausse des recettes intérieures d'environ 3 % du PIB, ce qui a contrasté avec les faits. Les recettes publiques (dons compris) se sont chiffrées à 3 394.65 milliards CDF, soit un recul de 6.5 % par rapport à 2012, en raison des mauvaises performances de la Direction générale des impôts (DGI) et de la Direction générale des recettes administratives et domaniales (DGRAD). Leurs taux de mobilisation des recettes respectifs n'ont pas dépassé 65.8 % et 89 %. Toutefois, la collecte de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'est améliorée en 2013, même si son niveau est resté faible dans son volet intérieur.

Les dépenses ont été sous contrôle en 2013, avec un taux de couverture de 99 % à partir des recettes intérieures. Malgré les efforts de réduction des dépenses, les finances publiques ont affiché un déficit de 3.7 % du PIB contre 1.7 % en 2012. Structurellement, les dépenses publiques ont été dominées par les rémunérations et frais de fonctionnement (39.2 % et 19.21 % des dépenses totales). La part des dépenses urgentes a baissé de 3 % grâce à l'amélioration de la programmation budgétaire et du suivi du plan de trésorerie. Les dépenses en capital ont représenté 16.99 % des dépenses. Pour soutenir la croissance, le gouvernement a poursuivi son programme



d'investissement. Ce dernier visait la mise en place progressive des zones industrielles, dont celle de Maluku dans la commune de Kinshasa (30.4 milliards CDF), le soutien à l'électrification en milieu rural et aux projets de barrages (50.6 milliards CDF) et la construction et la modernisation des infrastructures routières et de transport (780.5 milliards CDF).

Le projet de budget 2014 a été déposé au Parlement en novembre 2013 et adopté en janvier 2014. Arrêtée en équilibre à 7 611.8 milliards CDF (34.9 % du PIB), l'enveloppe budgétaire a augmenté de 4.9 %, comparée au budget 2013. Ce dernier n'a été exécuté qu'à hauteur de 55 %. Une meilleure exécution implique de gros efforts de mobilisation des recettes intérieures, pour compléter les recettes extérieures (25.9 % du budget). Les appuis attendus en 2014 s'élèvent à 197.4 milliards CDF et le financement extérieur des investissements est projeté à 1 771.2 milliards CDF.

Tableau 3. Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2005	2010	2011	2012	2013(e)	2014(p)	2015(p)
Recettes totales (avec dons)	10.0	21.1	18.0	20.1	19.1	17.8	17.1
Recettes fiscales	6.9	12.1	12.4	14.5	14.5	14.0	13.5
Dons	3.1	9.0	5.6	5.6	4.7	3.8	3.6
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	11.8	18.0	19.1	21.8	22.8	23.7	24.3
Dépenses courantes	9.8	11.1	13.4	13.0	13.6	14.4	15.4
Sans les intérêts	7.6	9.7	11.7	11.5	12.1	13.1	14.2
Salaires	2.6	3.7	5.0	4.9	5.9	7.1	8.5
Paiement d'intérêts	2.2	1.4	1.7	1.5	1.4	1.3	1.2
Dépenses en capital	2.0	6.8	5.7	8.7	9.3	9.3	8.8
Solde primaire	0.3	4.6	0.6	-0.2	-2.3	-4.5	-6.0
Solde global	-1.9	3.2	-1.2	-1.7	-3.7	-5.9	-7.2

Note : a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Politique monétaire

Dans le cadre d'une politique monétaire prudente, la BCC a poursuivi sa lutte contre les pressions inflationnistes et s'est efforcée d'accroître le crédit à l'économie. Pour ce faire, elle a baissé deux fois son taux directeur, tombé de 4 à 2 % en novembre 2013. Afin d'éponger la surliquidité résultant du remboursement de la TVA par les opérateurs miniers, deux instruments ont été mis en œuvre : les adjudications des billets de trésorerie et la hausse du coefficient de réserve, passé de 7 à 8 %.

La stabilité des prix intérieurs s'est consolidée en 2013 avec une inflation de 1.1 %, l'un des plus bas niveaux du continent africain. Les légères tensions sur les prix observées à la fin du premier semestre s'expliquent par trois facteurs : le renchérissement de certains produits alimentaires ; la spéculation sur le prix du ciment, à la suite de la réhabilitation de la Cimenterie de Lukala (Cilu) ; enfin, la hausse des produits pétroliers, qui s'est répercutée sur les transports et les biens manufacturés.

Pour éviter un dérapage des prix intérieurs, la BCC a gardé l'accroissement de la base monétaire, durant les dix premiers mois de l'année, en deçà de la programmation de référence. À fin octobre, elle s'est établie à 911.29 milliards CDF contre un niveau programmé de 948.91 milliards, pour une marge de 37.62 milliards. Afin de doter l'économie d'une quantité suffisante de moyens de paiement, la masse monétaire a augmenté de 13.25 % entre 2012 et 2013. Une hausse à peu près similaire à celle du PIB nominal.

Le marché de change est resté stable, grâce à des interventions ponctuelles de la BCC. Le taux de change s'est stabilisé autour de 920 CDF contre 1 USD (dollar américain), malgré quelques tensions enregistrées en janvier et au second semestre 2013, en raison des remboursements en 2013 des arriérés de la TVA remboursable de 2012. Cette stabilité a été confortée par une appréciation des réserves internationales. Ces dernières sont passées de 1 643.1 millions USD (8.8 semaines d'importations) en 2012 à 1 766.45 millions USD (9.4 semaines) en 2013.



L'efficacité de la politique monétaire se heurte à la forte dollarisation de l'économie et aux faiblesses administratives de la BCC. Le renforcement des capacités institutionnelles et analytiques de cette dernière devrait déboucher sur une meilleure surveillance du système financier. La « dédollarisation » de l'économie devrait améliorer les mécanismes de transmission des effets de la politique monétaire à l'économie réelle. Il faudrait cependant créer un cadre moderne et souple de conduite de la politique monétaire s'inscrivant dans une démarche prospective et cohérente. Ainsi, les agrégats monétaires pourraient être analysés et mis en perspective avec d'autres indicateurs économiques et financiers.

Coopération économique, intégration régionale et commerce

En 2013, la RDC s'est montrée active dans les forums régionaux. Elle a notamment participé en février 2013 à la troisième réunion du comité technique de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL). Il y était question de la mise en œuvre du projet d'aménagement des axes transfrontaliers RDC-Burundi-Rwanda et de la route d'accès au barrage et à la centrale hydroélectrique de Ruzizi III, située en RDC. Après avoir accueilli le sommet de la Francophonie en octobre 2012, Kinshasa, la capitale, a reçu l'assemblée générale de l'Union des conseils des chargeurs africains (UCCA) en octobre 2013, qui vise à mieux percevoir les droits liés au trafic fluvial et maritime. En novembre, le pays a accueilli le sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (*Common Market for Eastern and Southern Africa - COMESA*). Ce dernier a été précédé en avril 2013, par la 17^e réunion du conseil des ministres de l'organisation, qui traitait du renforcement des échanges entre pays membres, par le biais du développement des PME.

Après 30 ans d'interruption, deux lignes ferroviaires ont été remises en service en octobre 2013 : le Chemin de fer Dilolo-Lobito, entre la province du Katanga et l'Angola, et le Chemin de fer de Benguela (CFB) ont été remis en service en octobre 2013. Ces deux lignes ferroviaires offrent un débouché maritime en Angola, avec le port de Lobito, et permettent aux exportateurs congolais de ne plus transiter par l'Afrique du Sud ou la Tanzanie. En juin 2013, le gouvernement a signé des accords d'assistance mutuelle avec six pays frontaliers pour lutter contre la fraude douanière. Il a par ailleurs baissé les frais d'import-export de 500 à 125 USD pour les personnes morales et de 250 à 75 USD pour les personnes physiques ; la redevance administrative dans les opérations d'importations est passée de 5 % à 2 %.

Les soldes de la balance des services et de la balance des revenus se sont resserrés, mais le compte courant s'est globalement détérioré en 2013 sous l'effet d'un creusement de la balance commerciale et d'une baisse des transferts courants. En cause, la baisse des transferts publics, passés de 1.53 milliard USD à 681.1 millions. Le contexte économique mondial a favorablement joué sur le volume des exportations, dominées par les produits miniers (85 % du total). Les importations étaient constituées essentiellement des biens d'équipement et de consommation (respectivement 62.1 % et 22.3 %) en raison des besoins des secteurs productifs et du développement du commerce de gros et de détail. Le solde du compte des capitaux et des opérations financières est passé de 1.83 à 1.59 milliards USD à la suite d'une baisse des investissements étrangers.

Tableau 4. Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2005	2010	2011	2012	2013(e)	2014(p)	2015(p)
Balance commerciale	-2.4	2.1	2.3	0.6	-1.1	-0.4	-0.3
Exportations de biens (f.o.b.)	20.1	41.3	39.7	31.1	29.4	28.5	26.9
Importations de biens (f.o.b.)	22.5	39.2	37.4	30.4	30.4	28.9	27.3
Services	-4.0	-11.1	-9.0	-7.3	-6.0	-6.4	-5.7
Revenu des facteurs	-2.1	-5.1	-4.6	-3.8	-3.2	-4.5	-5.4
Transferts courants	6.2	4.1	5.9	4.2	1.2	1.2	1.0
Solde des comptes courants	-2.3	-9.9	-5.4	-6.2	-9.1	-10.1	-10.4

Source : Données de la Banque centrale et des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).



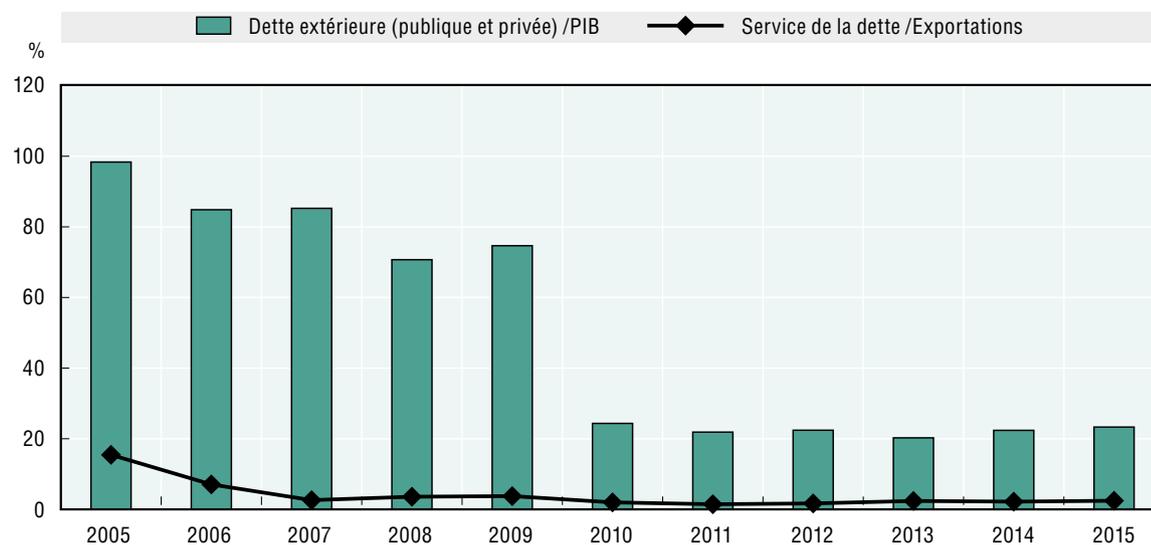
Politique de la dette

En 2013, le stock de la dette publique de la RDC a été estimé à 6.46 milliards USD. Même si cet endettement paraît soutenable, le gouvernement s'est engagé à mener une politique prudente, basée sur une analyse de la viabilité des projets à financer. Il recourt plus aux prêts concessionnels et privilégie les dons auprès de ses partenaires techniques et financiers.

La dette extérieure s'élevait fin 2012 à 4.93 milliards USD dont 7.18 % pour le Club de Paris, 35.97 % pour le Club de Kinshasa, 1.64 % pour le Club de Londres et 55.1 % pour les institutions multilatérales. Quant à la dette intérieure, suite à son non-paiement et aux arriérés budgétaires accumulés durant plusieurs exercices, elle est évaluée à plus de 1.40 milliard USD. Afin d'établir un plan progressif de son apurement, le gouvernement a commandité un audit des engagements en cours.

Un montant de 142.44 millions USD a été payé au titre du service de la dette en 2013, moins que les 173.58 millions initialement programmés. Ce service a été ventilé comme suit : 58.50 millions pour les institutions multilatérales, 30.20 millions pour le Club de Paris et 53.73 millions pour le Club de Kinshasa.

Figure 2. Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations



Source : FMI (WEO & Article IV).

Gouvernance économique et politique

Secteur privé

Pour mieux libérer son potentiel de croissance, la RDC devrait assainir son environnement des affaires et combler son manque d'infrastructures et d'accès à l'énergie. C'est dans ce cadre qu'elle a adhéré à l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (Ohada) en 2012. Toutefois, plusieurs entreprises congolaises peinent à s'habituer à ce nouveau droit des affaires. Le gouvernement a été ainsi amené à prendre des mesures d'accompagnement, telles que la simplification des formalités de création d'entreprises et la mise en place d'un registre du commerce et du crédit immobilier.

Le gouvernement a par ailleurs créé un guichet unique pour la création des entreprises en avril 2013. Il s'agit à la fois de réduire le nombre de procédures (passées de 13 à trois) et les



délais (de 58 à trois jours). Pour faciliter les échanges, un guichet unique électronique intégral du commerce extérieur a été créé et sa mise en place confiée à la firme française Bivac. Ce guichet aura l'avantage d'interconnecter toutes les opérations de dédouanement pour plus de transparence. L'objectif est de faire du commerce un levier de croissance et d'augmenter les recettes douanières grâce à un plus fort volume de transactions.

Pas moins de 245 taxes ont été supprimées en 2013, et le gouvernement a décidé de fixer la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances des provinces et des entités territoriales décentralisées ainsi que leurs modalités de répartition. Il a également procédé à la suppression de la perception du précompte de l'impôt sur les bénéfices et profits. Malgré ces réformes, le pays s'est classé au 181^e rang du classement 2013 *Doing Business* de la Banque mondiale, perdant ainsi une place par rapport à 2012. Un recul a été observé sur ces quatre points : paiement des impôts, exécution des contrats, exercice du commerce transfrontalier et protection des investisseurs. L'accès difficile à l'énergie est aussi cité comme un obstacle par les investisseurs.

Pour résorber son déficit énergétique et stimuler davantage la croissance, la RDC s'est engagée dans la construction du barrage hydroélectrique Inga III (province du Bas-Congo), qui aura une capacité de production de 4 800 mégawatts (MW), contre 351 MW et 1 400 MW pour les barrages existants Inga I et Inga II. L'ouvrage, dont le coût s'élève à 12 milliards USD, devrait être achevé en 2020 grâce à un apport important du secteur privé, dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP).

La précarité de la situation sécuritaire à l'Est du pays se fait ressentir sur le secteur privé. En effet, la persistance des poches d'insécurité ne permet pas aux détenteurs de capitaux d'investir comme ils l'entendent dans les zones en conflit alors que ces dernières disposent d'un grand potentiel de développement.

Secteur financier

Le système financier congolais reste l'un des moins développés d'Afrique subsaharienne, compte tenu de la démographie et de l'économie du pays. Il est dominé par le secteur bancaire : 20 banques commerciales, une banque de développement (Sofide), un Fonds de promotion de l'industrie (FPI), deux placeurs institutionnels (Sonas et INSS), 127 coopératives d'épargne et 100 institutions de microfinance. Les opérateurs de télécoms qui proposent des produits de *mobile banking* sont les derniers arrivés dans le secteur.

Entre 2011 et 2013, le secteur bancaire a connu une croissance rapide. Le taux d'inclusion financière est passé de 2,2 % à 6 % sur la période, et le total du bilan a augmenté de 30 %, ce qui le situe à 3,6 milliards USD. Les banques ont assoupli les conditions d'ouverture de nouveaux comptes, pour permettre la bancarisation de la paie des fonctionnaires et la solde des militaires.

Afin d'accroître le crédit à l'économie, la BCC a revu deux fois à la baisse son taux directeur. Cependant, les taux débiteurs des banques n'ont pas suivi ces ajustements à cause de la faible importance des opérations de refinancement, de la prépondérance des facteurs de risque et des coûts opérationnels dans la ratification bancaire. Les coûts élevés des banques limitent leurs marges bénéficiaires, même si l'écart entre taux créditeurs et débiteurs est relativement élevé. Le rendement des actifs est estimé à 0,5 %, le niveau le plus bas d'Afrique centrale.

Les indicateurs de solidité financière signalent un système bancaire fortement capitalisé, mais la conformité aux autres indicateurs prudentiels reste mitigée. Il faudrait renforcer l'analyse des risques pour la stabilité du secteur. Ces risques sont liés aux cours des matières premières et à la fluctuation du taux de change. Le financement du secteur minier est surtout extérieur et les engagements des banques dans ce secteur sont modestes. Du coup, les risques liés à l'effondrement des cours des matières premières restent limités pour la stabilité financière de la RDC. En revanche, une forte diminution des dépôts, une détérioration de la qualité du crédit et une pénurie de devises représentent des risques importants. Un ajustement brutal du taux



de change pourrait avoir des conséquences sur les crédits non garantis, notamment dans les secteurs ayant des engagements en devises étrangères, mais obtenant des recettes en CDF.

Pour rendre accessibles les services financiers aux personnes exclues du système bancaire classique, le gouvernement a mis en place, en collaboration avec les partenaires au développement, le processus *Making Access Possible* (MAP). Il a recapitalisé la Sofide, après plus de 20 ans d'inactivité, pour stimuler le développement. Les secteurs des assurances et de pension qui relèvent de son autorité sont très peu performants, compte tenu de la faible qualité des services rendus.

Gestion du secteur public, institutions et réformes

La précarité des institutions explique en partie les difficultés de la RDC à mettre en valeur son potentiel économique. En effet, la fraude et la corruption qui gangrènent la société ne permettent pas à l'État de maximiser ses recettes et de bien piloter l'économie. Toutefois, des réformes sont en cours pour créer une administration publique efficace. La bancarisation de la paie des salaires des agents et fonctionnaires de l'État s'inscrit dans ce cadre. Elle va permettre de maîtriser, de manière progressive, les effectifs de la fonction publique, de la police et de l'armée.

Pour un meilleur pilotage de l'action publique, le pays a adopté depuis 2006 un système de gestion décentralisée. Malgré la mise en œuvre du Plan stratégique de réforme des finances publiques (PSRF), les autorités provinciales éprouvent plusieurs difficultés dans la gestion de leurs finances, en raison des interférences du pouvoir central, aussi bien dans la collecte de certaines recettes que dans la mise en œuvre des budgets provinciaux d'investissement. C'est ce qui explique en partie le déficit d'infrastructures dans les provinces. Il convient par ailleurs de noter que les organes de passation des marchés publics et de contrôle de gestion des finances publiques (Inspection générale des finances et Cour des comptes) ne sont pas encore installés dans toutes les provinces du pays.

Gestion des ressources naturelles et environnement

Malgré son potentiel et son rôle moteur dans la croissance, le secteur minier n'a qu'une faible incidence sur la création d'emplois et le niveau de vie des populations. Les recettes fiscales qu'il génère demeurent faibles, à peine 10.5 % des recettes publiques en 2012 (soit 2 % du PIB) alors que leur potentiel estimé est dix fois plus important. Le secteur reste caractérisé par l'artisanat et l'activité informelle, mais aussi par une importante fraude à l'exportation.

Afin d'améliorer la gouvernance dans le secteur des ressources minérales, le gouvernement a envisagé une révision des codes minier et des hydrocarbures. Ces codes devront rendre transparent le cadre d'exploitation et de vente des avoirs miniers et pétroliers du pays par le canal des appels d'offres. Bref, les nouvelles dispositions aideront à prévenir la corruption, à garantir à l'État l'obtention du meilleur prix pour ses ressources naturelles, et à préserver l'environnement. Le gouvernement a ajouté en 2013 dans ses documents de politique des mesures visant à renforcer la protection de l'environnement. La RDC s'est engagée à réintégrer l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) dès mars 2014, soit un an après sa suspension.

Contexte politique

La situation sécuritaire a été très instable à l'Est du pays durant les dix premiers mois de 2013. Les combats se sont intensifiés entre les FARDC et les rebelles du M23. Pour mettre un terme aux pertes en vies humaines, aux exactions à l'encontre des femmes et à la destruction des infrastructures, le gouvernement a joué sur deux tableaux : la diplomatie et de l'action militaire sur le terrain. Un accord a été signé en février 2013 à Addis-Abeba (Éthiopie), sous les auspices de l'Union africaine (UA), entre les dirigeants des pays de la CEPGL visant un retour de la paix dans la région. Ils se sont engagés à respecter l'intégrité territoriale des pays voisins et à ne pas soutenir les groupes armés. Des pourparlers ont eu lieu entre le gouvernement et le M23 à Kampala (Ouganda) pendant plusieurs mois, sans succès. En novembre, les FARDC ont mis un terme à la rébellion par une victoire militaire sur le terrain. Les deux parties sont arrivées en



décembre à un compromis politique. Il convient de noter que la situation sécuritaire demeure volatile dans certains territoires car plusieurs autres groupes armés y restent actifs.

Un projet de Loi autorisant la ratification de la Convention de l'Afrique Centrale élaborée en 2010 pour « le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composants pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage » est en instance d'adoption au niveau du gouvernement. Une opération de lutte contre la criminalité urbaine dénommée « Likofi » (« coup de poing » en lingala) a été lancée fin 2013.

Au regard des irrégularités qui ont entaché les élections de 2011, la classe politique s'est accordée sur la nécessité de changer le bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et d'organiser des concertations politiques nationales. Ainsi, le président de la Ceni depuis 2011, le pasteur Daniel Ngoyi Mulunda, a été remplacé en juin par l'abbé Apollinaire Malu-Malu, président de l'ancienne Commission électorale indépendante (CEI) de 2003. Le nouveau bureau compte 13 membres dont six de la majorité présidentielle, quatre de l'opposition et trois de la société civile. Les concertations politiques de septembre et octobre 2013 à Kinshasa ont débouché, malgré le boycott de certains opposants, sur l'annonce d'un « gouvernement de cohésion nationale ».

Contexte social et développement humain

Alors que les fondamentaux de l'économie se sont raffermis en 2013, l'indicateur de développement humain (IDH) défini par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) demeure l'un des plus faibles au monde (0.304) en RDC. Les conditions de vie de la population contrastent avec les performances économiques, en raison de trois facteurs : le recul très important enregistré pendant la décennie 1990, la faible création d'emplois et les problèmes de gouvernance. Le taux de pauvreté est estimé à 70 %. Le PIB par tête est actuellement inférieur à 200 USD alors qu'il était de 374 USD en 1970. Le taux de chômage dépasse 50 % et le pays occupe en 2013 le 51^e rang, en avant-dernière position entre l'Érythrée et la Somalie, dans l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique.

Développement des ressources humaines

La pauvreté rend difficile l'accès à l'éducation et aux soins de santé. Plusieurs rentrées scolaires comme celle de septembre 2013 ont été timides en raison de l'incapacité des parents à payer les frais de scolarité et les fournitures scolaires. Par ailleurs, de nombreux décès auraient pu être évités avec un accès plus facile aux soins de santé.

La prise en charge de certains frais scolaires par l'État pour les élèves des classes de la 1^{re} à la 5^e année de primaire couvre aujourd'hui toutes les provinces du pays, à l'exception de Kinshasa et du Katanga. Conformément aux engagements pris dans le cadre du Programme intérimaire pour l'éducation (PIE), le gouvernement a lancé la construction de 1 000 écoles dont 286 étaient prêtes pour la rentrée scolaire de 2013. Un plus grand nombre d'élèves débute l'école primaire mais le taux de déperdition scolaire demeure très élevé (plus de 4 millions d'enfants). Pour plus d'efficacité dans le système éducatif, le gouvernement compte réviser les programmes de cours à tous les niveaux. Aussi, il entend progressivement ramener le taux d'encadrement à un enseignant pour 40 élèves (contre un enseignant pour plus de 60 élèves actuellement). Des politiques de recrutement, de formation, d'évolution de carrière et de rémunération des enseignants restent à mettre en œuvre.

Dans le secteur de la santé, le gouvernement a procédé, en septembre 2013, à la validation de la politique nationale de nutrition qui vise à garantir un capital humain productif. Sur un financement de 80 millions USD, la campagne de réduction de la mortalité de la mère et de l'enfant a été lancée. Elle vise à sauver environ 430 000 enfants et éviter 7 900 décès maternels par an. Pour contrecarrer la rougeole et la poliomyélite, deux campagnes ont été lancées en septembre 2013. Elles ont respectivement touché 6.8 millions d'enfants de 6 à 14 ans et 2 millions d'enfants de moins de 5 ans. Environ 17 millions de moustiquaires imprégnées ont été distribuées pour lutter contre le paludisme. Malgré ces efforts, la situation sanitaire demeure préoccupante dans certaines provinces. Le nombre de décès dus à la fièvre typhoïde est en progression au Kasai



Occidental avec 29 cas de perforation intestinale et 1 092 cas de malades notifiés. Pas moins de 2 300 cas de choléra ont été enregistrés en 2013, dont 76 décès au Katanga. La qualité de l'eau potable et l'absence de bonnes installations hygiéniques sont à la base plusieurs cas de choléra identifiés au Sud Kivu et dans la Province Orientale. Les enquêtes nutritionnelles territoriales financées par l'Unicef et réalisées par le Projet national de nutrition (Pronanut) à Malemba Nkulu (province du Katanga) en début 2013 ont révélé une prévalence de malnutrition aigüe globale de 19.3 % dont 6.5 % de malnutrition aigüe sévère.

Afin de promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène par la communauté, un projet de déploiement de la brigade mixte hygiène-environnement est en gestation. La stratégie de sa mise en œuvre repose sur la création de structures communautaires (organes de consultation et structures opérationnelles) à tous les niveaux pour la prise en charge de l'assainissement et de l'hygiène.

La prévalence du VIH/sida a été estimée à 1.1 % au niveau national et 3.5 % chez les femmes enceintes en 2013. Plus de 1.5 million de personnes vivent avec le virus. Les jeunes et les femmes sont les plus touchés et la transmission passe surtout par la voie sexuelle. Les violences sexuelles aggravent la séroprévalence et touchent aussi les nouveaux-nés. Avec seulement 15 % de séropositifs sous antirétroviraux (ARV), le pays a l'une des couvertures les plus faibles au monde. Pour entrer dans l'optique de la « génération sans sida », le gouvernement a procédé au lancement des directives de traitement aux ARV de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'initiative de traitement 2015 de l'Organisation des Nations Unies pour le sida (Onusida) en RDC. Il devrait en résulter une réduction de 36 % des infections et de 39 % des décès liés au VIH/sida.

Réduction de la pauvreté, protection sociale et travail

Le gouvernement s'est efforcé d'améliorer la situation sociale en 2013, en orientant près de 10 % des recettes intérieures, soit 400 millions USD, vers les secteurs porteurs de croissance pro-pauvre (transports, santé, éducation, et agriculture). Il a par ailleurs envisagé une légère majoration des salaires des fonctionnaires, policiers et militaires grâce une meilleure maîtrise des effectifs au sein de l'administration publique. Le processus d'affiliation des entreprises à l'Institut national de sécurité sociale (INSS) et l'Institut national de préparation professionnelle (INPP) lancé en 2012 afin d'améliorer la sécurité sociale des travailleurs, s'est poursuivi en 2013.

Égalité hommes-femmes

Elles représentent plus de 50 % de la force de travail, mais les femmes accèdent plus difficilement que les hommes au marché du travail. Nombreuses sont celles qui subissent des traitements injustes et n'arrivent pas à mener des grandes carrières professionnelles. Elles continuent par ailleurs à être victimes de plusieurs formes de violence, surtout dans la partie Est du pays. Alors que plusieurs voix se sont élevées dans la société civile et la classe politique pour accroître la représentativité féminine dans les institutions, organisations et entreprises du pays, elles demeurent encore minoritaires : moins de 10 % aux postes de pouvoir pour l'ensemble du pays et 5 % pour Kinshasa.

Analyse thématique : les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique

La RDC reste l'un des pays les moins développés au monde, en raison de sa faible capacité à mettre en valeur son énorme potentiel de production. Faiblesses structurelles, manque d'infrastructures et problèmes de gouvernance depuis l'indépendance en 1960... Autant de raisons qui expliquent l'absence, aujourd'hui, d'un tissu industriel susceptible de faire de la RDC un pays émergent.

L'agriculture et les mines, les deux piliers de l'économie, ne créent pas assez de richesses et d'emplois. Depuis 1970, l'agriculture emploie 70 % de la population active mais ne fournit que 40 % de la production, ce qui atteste de sa faible productivité et de son incapacité à nourrir



convenablement la population. Les ressources minières du pays, qui constituent un intérêt stratégique mondial, ont vu leur importance relative diminuer à cause de la chute brutale des cours à la fin des années 1970. La part du secteur secondaire dans le PIB a décliné entre les années 1970 et les années 2000. Cette désindustrialisation a été exacerbée dans les années 1990 par les pillages et conflits armés qui ont déchiré le pays.

Le secteur privé ne participe que marginalement aux réseaux internationaux de production, intervenant surtout au bas de la chaîne de valeurs. La participation du pays au commerce mondial est aussi limitée par la gamme de produits offerts et des biens demandés (biens d'équipement et aliments). Les exportations sont concentrées sur des matières premières à faible valeur ajoutée. Le taux d'investissement est faible et le capital peu productif. Le modèle de développement adopté (exportation de matières premières et substitution des importations) n'a pas donné lieu à une diversification de la base productive. Le pays est depuis plusieurs décennies dans une situation de dépendance, aussi bien commerciale que technologique et financière. De 1960 à 2000, la part des produits primaires dans les exportations est restée la même (environ 80 %), tandis que leur poids dans le marché mondial a baissé.

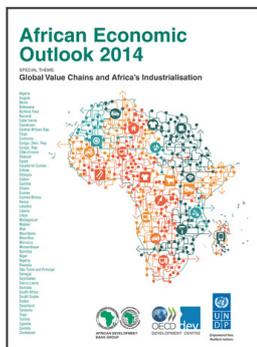
En outre, les secteurs productifs de l'économie sont faiblement interconnectés. Plusieurs produits agricoles sont exportés à l'état brut. Alors que dans les années 1970, le pays disposait d'une dizaine d'industries agroalimentaires, il n'en compte plus que cinq aujourd'hui. Les industries extractives ne transforment pas localement les matières premières. Elles sont connectées au secteur énergétique et à celui des transports dans le seul but d'extraire les minerais et de les expédier à l'étranger. L'extraction, quand elle n'est pas artisanale, repose sur un équipement désuet qui limite son rendement.

Les manufactures, quant à elles, ne contribuent que faiblement à la croissance (pas plus de 2 points de pourcentage) en raison de la vétusté de leur outil de production, de leur capacité limitée à utiliser de nouvelles technologies, des effets de la concurrence étrangère ainsi que des coûts imposés par le double déficit d'infrastructures et d'accès à l'énergie. Les usines textiles qui contribuaient autrefois au PIB à concurrence de 5 % se sont essouffées face à la concurrence étrangère, faute de pouvoir maîtriser leurs coûts de production. Seules les brasseries sont restées relativement performantes, malgré un contexte difficile marqué par des coupures intempestives de courant.

La croissance en RDC est assez volatile à court et à moyen terme en raison de la faible diversification de la base productive, d'une forte dépendance vis-à-vis du marché mondial et d'une faible capacité de riposte face aux chocs externes. En intégrant ses industries dans les chaînes de valeurs mondiales, le pays pourrait consolider sa croissance, réduire la pauvreté et améliorer sa position extérieure nette.

Conscient de cette nécessité, le gouvernement a créé en 2012 une commission d'études pour définir la nouvelle politique industrielle du pays. Deux grands objectifs sont poursuivis. D'une part, il s'agit de renforcer les PPP pour refondre le tissu industriel du pays et promouvoir une exploitation optimale des ressources naturelles. D'autre part, les autorités visent la création progressive d'une économie industrialisée, compétitive et pleinement intégrée aux dynamiques d'échanges régionaux et mondiaux. Dans ce même cadre, un document stratégique a été élaboré sur le rôle de l'agroalimentaire, des matériaux de construction, de l'exploitation minière et de la métallurgie dans le redressement économique et la lutte contre la pauvreté. Un schéma directeur d'industrialisation du pays est en préparation, qui sera axé sur six filières : bois, textiles, corps gras, bâtiments et matériaux de construction, transformation des métaux et produits de l'élevage. Par ailleurs, pour encourager le traitement et le raffinement des minerais à l'intérieur du pays, le gouvernement a interdit l'exportation des concentrés de cuivre et cobalt.

L'industrialisation ne se fera pas sans un meilleur climat des affaires. L'attrait exercé par les ressources naturelles n'est pas suffisant pour attirer de nouveaux capitaux et élargir la chaîne de création des valeurs. Il faudrait mettre sur pied une architecture institutionnelle et infrastructurelle pour favoriser leur exploitation, mais aussi amener le secteur privé à jouer pleinement son rôle moteur dans la croissance.



Extrait de :
African Economic Outlook 2014
Global Value Chains and Africa's Industrialisation

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/aeo-2014-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Banque africaine de développement/OCDE/Programme des Nations Unies pour le Développement (2014), « République démocratique du Congo », dans *African Economic Outlook 2014 : Global Value Chains and Africa's Industrialisation*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2014-24-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.